



APPEL D'OFFRES OUVERT

PROCEDURE N°2025-03

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

**ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICES
EN TRANSPORT EXPRESS**

SOMMAIRE

DEFINITIONS	4
ARTICLE I – CONTEXTE, OBJET ET DEROGATION A L'ACCORD-CADRE	5
1.1 Contexte et périmètre du besoin	5
1.2 Objet de l'Accord-cadre	5
1.3 Dérogations au principe d'exclusivité du Titulaire de l'Accord-cadre	6
ARTICLE II - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE III - PROCEDURE, FORME ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	7
ARTICLE IV – DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE V - FORME DES NOTIFICATIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE	8
ARTICLE VI – DISPOSITIONS GENERALES	9
6.1 Nature et type de transport	9
6.2 Périmètre de l'Accord-cadre	9
6.3 Opérations de chargement et de déchargement	10
6.4 Emballage	10
6.5 Interlocuteurs dédiés	10
6.6 Géolocalisation de l'envoi : tracking	11
ARTICLE VII – PORTAIL WEB, COMPTE CLIENT ET ASSISTANCE TELEPHONIQUE	11
7.1 Contenu du portail Web et Compte client	11
7.2 Mise à jour du portail Web	13
7.3 Assistance téléphonique	13
ARTICLE VIII – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	13
8.1 Délais d'exécution des prestations	13
8.2 Prolongation des délais	14
8.3 Passation et transmission du bordereau d'envoi	14
8.5 Exécution de la prestation de transport	14
8.6 Achèvement de la prestation	15
8.7 Généralités et conditions de livraison	15
8.8 Délai de passation et durée de validité de la commande	15
ARTICLE IX – CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	15
9.1 Éléments remis par le CNRS	16
9.2 Audit	16
9.3 Rapport d'activité et états statistiques	16
9.4 Confidentialité, protection des données et mesures de sécurité	17
9.5 Environnement	17
ARTICLE X - PRIX DE L'ACCORD-CADRE ET REVISION	18
10.1 Détermination des prix, forme et contenu des prix des prestations	18
10.2 Détermination, forme et contenu des prestations annexes non comprises dans le prix des prestations	19
10.3 Révision des prix de l'Accord-cadre	19
10.4 Prise en compte des charges de carburant	20
ARTICLE XI – MODALITES RELATIVES AU BON DE COMMANDE _ VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	20
11.1 Modalités relatives au bon de commande à la survenance des besoins	20
11.2 Vérification et admission des prestations	21
ARTICLE XII – MODALITES DE REGLEMENT APPLICABLES DANS LE PRESENT ACCORD- CADRE	22
12.1 Facturation électronique	22
12.2 Présentation des factures	22
12.3 Délai de règlement	23
12.4 Intérêts moratoires	23
ARTICLE XIII – PENALITES APPLICABLES	23
13.1 Pénalités applicables par la DDAI du CNRS	24
13.2 Pénalités applicables par les unités CNRS	25
ARTICLE XIV – MODIFICATIONS DANS LE CADRE DE L'ACCORD-CADRE	26
14.1 Modifications relatives au Titulaire	26
14.2 Modifications de l'Accord-cadre	26
ARTICLE XV – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	27
15.1 Résiliation pour motif d'intérêt général	27
15.2 Résiliation pour faute	27

ARTICLE XVI – ASSURANCES	28
16.1 Assurance - Responsabilité civile	28
16.2 Assurance relative aux marchandises transportées	28
ARTICLE XVII - OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES DU TITULAIRE	28
ARTICLE XVIII - REGLEMENT ET LITIGES	28
18.1. Règlement amiable	28
18.2. Procédure contentieuse.....	29
18.3. Non validité partielle.....	29
ARTICLE XIX – LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	29

DEFINITIONS

Les termes et expressions employés ont la définition suivante :

« **CNRS** » : désigne le Centre National de la Recherche Scientifique agissant pour ses propres besoins.

« **Unité** » : désigne une structure organisée autour d'activités de recherche. Dans le cas de ce contrat, ce terme est également utilisé pour désigner les laboratoires, les différents services des délégations régionales ainsi que les directions fonctionnelles.

« **Titulaire** » : la ou les personnes désignées dans l'acte d'engagement (ATTRI 1) de l'Accord-cadre.

« **Accord-cadre** » : désigne le présent contrat conclu entre le CNRS et le Titulaire.

« **Offre** » : désigne l'Offre technique et financière du Titulaire, issue de l'Accord-cadre, complétant les conditions d'exécution des prestations telles que définies dans le présent CCP.

« **Représentant du pouvoir adjudicateur ou Personne Responsable du Marché** » : désigne le représentant du CNRS responsable de la passation et du suivi d'exécution de l'Accord-cadre.

« **Ordonnateur** » : désigne l'agent représentant du CNRS chargé de prescrire l'exécution des dépenses. Il est susceptible de cumuler cette qualité avec celle de Représentant du pouvoir adjudicateur.

« **Agent comptable** » : désigne l'Agent chargé d'effectuer le paiement des dépenses dont l'exécution a été prescrite par l'Ordonnateur.

« **Bordereau d'envoi** » : lettre de transport aérien. Équivalents : LTA, AWB.

ARTICLE I – CONTEXTE, OBJET ET DEROGATION A L'ACCORD-CADRE

1.1 Contexte et périmètre du besoin

Le Centre national de la recherche scientifique est un organisme public de recherche pluridisciplinaire placé sous la tutelle du ministère chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Seul organisme multidisciplinaire de recherche français avec ses dix (10) Instituts scientifiques, il participe à faire progresser la connaissance et répond aux grands enjeux de société.

L'organisme réunit plus de 1 100 unités de recherche en France et à l'étranger, près de 33 000 personnels. Le CNRS est également organisé en dix-sept (17) (à ce jour) délégations régionales.

L'Accord-cadre a vocation à couvrir l'ensemble des besoins des laboratoires de recherche du CNRS en matière de transport express.

1.2 Objet de l'Accord-cadre

Le présent Accord-cadre a pour objet la réalisation de **prestations de transports Express pour le compte des unités du CNRS**, en majorité des laboratoires de recherche et également les différents services des délégations régionales ainsi que les directions fonctionnelles.

Le Transport express désigne un service d'acheminement ayant pour particularité :

- un enlèvement et une livraison porte-à-porte,
- des délais de livraison rapides (exprimés en jours, par exemple J+1, j+2) et connus à l'avance,
- un suivi en temps réel de l'acheminement de l'envoi,
- la mise à disposition de solutions informatiques pour gérer les expéditions (par exemple : éditions de bordereaux d'envoi, des preuves de livraison, ...).

L'Accord-cadre comprend le périmètre d'intervention suivant :

- ❖ **Envoi de documents au niveau national, intra-communautaire (Union Européenne) et extra-communautaire (international) ;**
- ❖ **Envoi de petit colis**, matériel de toute nature, dans la limite de 25kg maximum par colis et de 70kg en multi-colis non soumis à toute réglementation y compris TMD¹, d'une valeur maximale inférieure ou égale à 20 000€ HT **au niveau national et intra-communautaire.**

NB : le terme intra-communautaire concerne uniquement les territoires membres de l'Union européenne ne faisant l'objet d'aucune formalité douanière ou fiscalité particulière. Sont expressément exclus, les départements, régions et collectivités d'outre-mer des différents pays de l'UE, ainsi que la Suisse, la Norvège et le Royaume-Uni.

1 Transport de Marchandises Dangereuses

L'**envoi de documents** étant défini comme un envoi exclusivement composé de papier, sont concernés tout type de support papier y compris les dossiers ou des enveloppes. La distinction étant que l'envoi de document donc de papier, n'est pas soumis à droit de douanes.

L'**envoi de colis** étant défini comme l'envoi de tout type de marchandise, il peut s'agir de tous types de matériels, d'équipements scientifiques, de toute nature, non spécifiques et non soumis à réglementations.

Le **multi-colis** est défini comme un ensemble regroupant plusieurs colis dans la limite de 70kg et d'une valeur maximale inférieure ou égale à 20 000€ HT.

Sont expressément exclus de cet Accord-cadre, les transports suivants :

- De matières dangereuses,
- D'animaux vivants,
- Soumis à des frais de douane,
- Soumis à des contraintes de température,

L'Accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et a vocation à définir les relations entre le Titulaire et le CNRS.

1.3 Dérogations au principe d'exclusivité du Titulaire de l'Accord-cadre

Le Titulaire est informé qu'il ne bénéficie pas d'un droit à l'exclusivité pour les prestations réalisées par l'unité ULISSE (UAR 2966) du CNRS, pour les prestations en transports Express nationaux, intra-communautaires et extra-communautaires relatifs à ses envois de petits colis et documents, exclusivement réalisés pour une ou plusieurs des raisons suivantes :

- pour des commandes s'intégrant dans une chaîne logistique d'ensemble prise en charge par ULISSE (exemple : envoi par pli express de documentation douanière ou autres permis et autorisations, en marge d'une prestation réalisée par Ulisse selon un autre mode de transport, ou dans le cas d'une situation d'urgence) ;
- lorsqu'une analyse préalable est nécessaire pour déterminer l'application d'une réglementation au transport ou en matière douanière.

L'unité ULISSE (Unité de logistique internationale, service et soutien aux expériences) est une unité d'appui à la recherche (UAR) du CNRS. Elle organise les opérations de transport et logistique au service des unités de recherche de l'établissement, dans le respect des contraintes spécifiques au matériel et des réglementations en vigueur. Elle est dotée d'une équipe de coordinateurs logistiques expérimentés, certifiés sur les différentes réglementations.

Une clause de non exclusivité s'applique pour les destinations non desservies par le Titulaire.

Ces stipulations s'appliquent, sans préjudice des cas prévus par les articles R2122-1, R2122-3 et R2122-5, R2124-3 et R2124-5 du Code de la commande publique.

ARTICLE II - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'Accord-cadre prend effet au 19 aout 2025 ou, si sa notification intervient postérieurement, à sa date de notification ou à sa date d'entrée en vigueur indiquée au courrier de notification, et s'exécute jusqu'au 31 juillet 2026.

L'Accord-cadre est reconductible annuellement par tacite reconduction trois (3) fois maximum, soit jusqu'au 31 juillet 2029 ou à compter de la date à laquelle le montant maximum annuel est atteint.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction.

Toutefois, avant la fin de la durée de validité de l'Accord-cadre, le CNRS a la possibilité de mettre fin à ce dernier, en notifiant au plus tard trois (3) mois avant la date anniversaire de la prise d'effet de l'Accord-cadre, sa décision de non-reconduction au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée via le profil acheteur.

Le Titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours d'exécution, sans préjudice de ses obligations dans le cadre de l'exécution des bons de commande qui lui ont été notifiés.

ARTICLE III - PROCEDURE, FORME ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

L'Accord-cadre est passé en Appel d'offres ouvert en application du 1° de l'article R2124-2 du Code de la commande publique (CCP).

Le présent contrat est passé sous la forme de la technique d'achat de l'Accord-cadre en application des articles L2125-1-1°, R2162-1, R2162-4, R2162-13, R2162-14 et R2121-8 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un Accord-cadre mono-attributaire, conclu avec un seul opérateur économique.

L'Accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et s'exécute au fur et à mesure des besoins, par l'émission d'un bon de commande dans les conditions fixées à l'article *Modalités relatives au bon de commande à la survenance des besoins* du présent Accord-cadre et conformément aux dispositions des R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

L'Accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de trois millions six cent mille euros hors taxes (3 600 000 € HT) sur la durée totale de l'Accord-cadre (reconductions comprises).

ARTICLE IV – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces de l'Accord-cadre est réputée non écrite.

Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'Accord-cadre sont les suivantes, dans l'ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (ATTR11) et ses éventuelles annexes dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, dont :

- L'Annexe 1 à l'acte d'engagement : « le bordereau des prix unitaires » et la grille tarifaire du Titulaire ;
- Le présent Cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, dont l'exemplaire conservé dans les archives du CNRS fait seul foi :
 - Annexe 1 au CCP : « Confidentialité, protection des données et mesures de sécurité » ;
 - Annexe 2 au CCP : « Liste des ordonnateurs et agents comptables secondaires » ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, désigné « CCAG-FCS » dans le présent CCP ;
- L'offre technique du Titulaire constituée du Cadre de Réponse Technique (CRT) dument complété, remis par le Titulaire à l'appui de son offre, et ses éventuelles annexes.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'Accord-cadre ;

Ces documents constituent l'intégralité de l'Accord-cadre et des obligations du CNRS et du Titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'Accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE V - FORME DES NOTIFICATIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG-FCS, sans préjudice des stipulations du présent CCP s'agissant des notifications relatives à l'exécution des prestations, les notifications des décisions du CNRS et du Titulaire liées à l'Accord-cadre peuvent être formulées par voie électronique, sous forme d'échange de courriers électroniques.

Le CNRS et le Titulaire se communiquent les adresses électroniques dédiées aux échanges liés à cet Accord-cadre dans un délai maximal de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de l'Accord-cadre.

Les parties s'engagent à se signaler mutuellement les modifications apportées à ces contacts.

Les documents sont transmis sous fichiers .doc, .docx, .xls, .xlsx, ou .pdf, selon l'une ou l'autre des modalités suivantes :

- par courrier électronique avec accusé de réception par retour de courrier électronique.

Le Titulaire accuse réception du courrier électronique dès qu'il en a connaissance, par retour d'un courrier électronique.

La date et l'heure à prendre en compte pour la réception sont celles portées par le destinataire sur son courrier électronique d'accusé de réception. Le

destinataire dispose d'un délai maximal de soixante-douze (72) heures ouvrées pour en accuser réception.

Si le courrier électronique lui est adressé après 17h00 (heure de Paris), la date à prendre en compte est celle du lendemain, à partir de 9h00 (heure de Paris). Si cette date est un samedi, un dimanche ou un jour férié (en France ou dans le pays des représentants du Titulaire), la date et l'heure à prendre en compte sont celles du premier jour ouvré qui suit, à compter de 9h00 (heure de Paris).

Passé ce délai, si le destinataire n'a pas renvoyé à l'émetteur un accusé de réception du courrier électronique, la date à prendre en compte est celle de la date d'émission ajoutée du délai de soixante-douze (72) heures ouvrées, dans les conditions prévues ci-dessus.

- via le profil acheteur PLACE www.marches-publics.gouv.fr.

Dans ce cas, le Titulaire reçoit un courriel de « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr », le Titulaire doit vérifier que l'adresse des échanges avec la plateforme PLACE « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr » soit accessible en l'intégrant dans sa liste de contacts.

ARTICLE VI – DISPOSITIONS GENERALES

6.1 Nature et type de transport

Les colis hors documents entrant dans le périmètre de l'Accord-cadre, sont d'un poids maximum de 25kg brut par colis ou 70kg brut pour un multi-colis, et d'une valeur maximale de 20 000€ HT. Le contenu expédié est constitué de tout type de marchandise, il peut s'agir de tous types de matériels, d'équipements scientifiques, de toute nature, non spécifiques et non soumis à réglementations.

La marchandise doit clairement être identifiée lors de la saisie sur l'outil web dédié.

Les documents expédiés ont un contenu exclusivement composé de papier.

6.2 Périmètre de l'Accord-cadre

6.2.1 Périmètre du transport de petits colis hors documents

Ces transports ont un périmètre qui se décline ainsi :

- Vers ou en provenance de toutes destinations proposées par le CNRS :
 - Transports express au sein du territoire national métropolitain (y compris la Corse) ;
 - Transports express au sein du territoire intra-communautaire membres de l'Union européenne² (depuis et vers les territoires intra-communautaires), en partance ou en provenance de la France métropolitaine.

La liste des pays ou des zones non desservis est telle que précisée dans le cadre de réponse technique du Titulaire.

² Le terme intra-communautaire concerne uniquement les territoires membres de l'Union européenne ne faisant l'objet d'aucune formalité douanière ou fiscale particulière. Sont expressément exclus, les départements et régions d'outre-mer (DROM), les collectivités d'outre-mer (COM), la Suisse, la Norvège et le Royaume-Uni.

6.2.2 Périmètre du transport de **document**

Ces transports ont un **périmètre d'intervention « global »** vers ou en provenance de toutes destinations proposées par le CNRS.

La liste des pays ou des zones non desservis est telle que précisée dans le cadre de réponse technique du Titulaire.

6.3 Opérations de chargement et de déchargement

Conformément aux articles L. 133-1 et L. 133-2 du Code de commerce, le transporteur est de plein droit responsable du dommage dont la cause se situe entre la prise en charge et la livraison, tant en cas de dommages subis par la marchandise que de retard.

Le Titulaire est responsable des opérations de chargement/déchargement, de calage, d'arrimage/désarrimage de l'envoi.

Les opérations de chargement et de déchargement afférentes aux éventuelles ruptures de charges, passage par un centre de tri notamment, restent de la responsabilité du Titulaire.

6.4 Emballage

Les appareillages et matériels transportés seront emballés, par le CNRS, selon les règles de l'art, en fonction de leur fragilité.

Le Titulaire pourra refuser un colis qui lui apparaîtrait insuffisamment protégé. L'acceptation d'un colis impliquera de sa part un renoncement à tout recours, pour ce motif, à l'encontre du CNRS en cas de dommage subi par le matériel lors du transport.

6.5 Interlocuteurs dédiés

Le Titulaire dispose d'une « cellule dédiée » au suivi du présent Accord-cadre composée *a minima* d'un interlocuteur « commercial » et d'un interlocuteur « facturation ».

Cette cellule est le point de contact unique du CNRS et est joignable aux horaires tels qu'indiqués par le Titulaire dans son cadre de réponse technique (CRT). La cellule doit être, *a minima* joignable 5 jours sur 7, du lundi au vendredi, 6 heures par jour entre 09h00 et 17h00, par téléphone et courrier électronique, elle est chargée des actions suivantes :

- ✓ Répondre à toute sollicitation de la part du CNRS, dans le cadre de son devoir de conseil ;
- ✓ Coordonner l'exécution des prestations par ses agents locaux ou sous-traitants, conformément aux instructions reçues de la part du CNRS ;
- ✓ Résolution de tous les litiges.

L'interlocuteur « commercial » est l'interlocuteur privilégié du CNRS pour l'analyse des dysfonctionnements, la résolution des problèmes majeurs et l'amélioration de la qualité du service rendu.

En cas d'absence de cet interlocuteur privilégié, une continuité de service doit être assurée.

Le personnel affecté par le Titulaire à la cellule dédiée est soumis à un devoir de conseil ainsi qu'à un devoir de réserve et de confidentialité sur l'ensemble des prestations réalisées.

Les modalités organisationnelles de la cellule sont telles que décrites dans le cadre de réponse technique du Titulaire.

Les membres de la cellule dédiée du suivi de l'exécution de l'Accord-cadre sont désignés au plus tard dans les quinze (15 jours) calendaires suivants la notification du présent Accord-cadre.

Avant toute modification des membres de la cellule, le CNRS en est informé par tout moyen dans un délai de (cinq) 5 jours ouvrés avant la prise d'effet.

En cas de non-respect des modalités d'information liées à un changement d'un membre de la cellule dédiée, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, l'application d'une pénalité fixée à l'article *Pénalités applicables* du présent document.

6.6 Géolocalisation de l'envoi : tracking

Afin d'avoir un suivi des expéditions en temps réel et de s'assurer du bon acheminement des envois, le Titulaire met à disposition du CNRS une plateforme dédiée à cette activité.

Ce suivi géographique doit être réalisé par le Titulaire, le CNRS se réservant la possibilité de l'interroger à tout moment pour connaître les positions en temps réel et les étapes réalisées.

Si le Titulaire a connaissance d'un incident durant la réalisation de la prestation, le CNRS et en particulier l'unité concernée devra en être immédiatement avertie via le contact de son compte client.

Les modalités de ce suivi sont précisées dans le cadre de réponse technique du Titulaire (tracking par internet, logiciel, autres...).

Un suivi en ligne instantané doit également être possible à tout moment de la journée.

En cas d'indisponibilité du portail de tracking, supérieure à un jour ouvré, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, l'application d'une pénalité fixée à l'article *Pénalités applicables* du présent document.

NB : *L'indisponibilité commence à courir à compter de la constatation, par le CNRS, de l'impossibilité d'accéder au service, hors maintenance. Le Titulaire doit avertir le CNRS au moins 24h à l'avance en cas de maintenance.*

ARTICLE VII – PORTAIL WEB, COMPTE CLIENT ET ASSISTANCE TELEPHONIQUE

7.1 Contenu du portail Web et Compte client

Le Titulaire met à disposition du CNRS un portail web dédié.

Ce portail web doit permettre l'accès à un compte client.

Ce compte client limite l'accès des utilisateurs au périmètre du présent Accord-cadre :

- Pour l'envoi de document : sans limite géographique hormis les pays et zones non desservis par le Titulaire ;
- Pour l'envoi de colis : avec limite géographique telle qu'indiquée à l'article *Objet de l'Accord-cadre* du présent cahier des clauses particulières et hormis les pays et zones non desservis par le Titulaire et dans la limite de 25kg maximum par colis et de 70kg en multi-colis et dans une valeur limite de 20 000€ HT ;
- Sont expressément exclus du portail web, les transports suivants :
 - De matières dangereuses,
 - D'animaux vivants,
 - Soumis à des frais de douane,
 - Soumis à des contraintes de température.

Le compte client doit permettre au minimum d'éditer des bordereaux d'envoi.

Chaque unité CNRS peut disposer d'un compte client, créé par le Titulaire avant le premier déploiement du portail. Ce déploiement initial doit être opérationnel dans un délai maximum de quatre semaines calendaires à compter de la notification de l'Accord-cadre. Ces comptes ne doivent pas permettre l'imputation de droits et taxes.

Des mises à jour annuelles des comptes clients doivent être effectuées en début d'année civile sous un délai maximal de quatre semaines après transmission des comptes à modifier. En cas de modification en cours d'année, les mises à jour sont à opérer sous 2 semaines maximum.

L'interface présente l'ensemble des éléments techniques constitutifs des prestations objets de l'Accord-cadre.

L'interface garantit la cohérence des éléments techniques sélectionnés.

L'interface précise le prix correspondant à la prestation souhaitée dans le respect du bordereau de prix unitaires en cours de validité, y compris toute surcharge ou taxe (dont surcharge fuel), et précise également le coût de l'assurance ad valorem.

L'interface inclut et présente l'ensemble de la documentation commerciale, technique et environnementale. Le détail de l'impact CO2 lié à chaque transport visible à partir du portail web est souhaitable.

Le Titulaire doit proposer un portail web avec l'interface de son choix et présenter plusieurs profils d'utilisateurs. Les modalités sont telles que décrites dans le cadre de réponse technique du Titulaire.

En cas de non-respect des délais de création ou de modification du compte client ou du délai de déploiement ou d'indisponibilité du portail web supérieur à un jour ouvré, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, l'application des pénalités fixées à l'article *Pénalités applicables* du présent document.

NB : *L'indisponibilité commence à courir à compter de la constatation, par le CNRS, de l'impossibilité d'accéder au service, hors maintenance. Le Titulaire doit avertir le CNRS au moins 24h à l'avance en cas de maintenance.*

De même, en cas de défaut de paramétrage du compte client conformément au périmètre de l'Accord-cadre, en cas de commande hors périmètre, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, l'application des pénalités fixées à l'article *Pénalités applicables* du présent document.

7.2 Mise à jour du portail Web

Le Titulaire tient à jour le portail web tant sur le plan technique, développement durable que financier.

Le cas échéant, les mises à jour liées aux évolutions de BPU dans le cadre des révisions de prix se font à la date d'entrée en vigueur des nouveaux tarifs soit pour la première fois le 1 janvier 2027 puis, les fois suivantes, le 1 janvier de chaque année. Les mises à jour liées aux évolutions de la surcharge-fuel sont quant à elles intégrées mensuellement par le Titulaire dans son portail web.

7.3 Assistance téléphonique

Le Titulaire fournit une assistance téléphonique pour le suivi et la gestion des prestations objet du présent Accord-cadre. Cette assistance téléphonique doit être *a minima* joignable 5 jours sur 7, du lundi au vendredi, 6 heures par jour entre 09h00 et 17h00, elle est notamment chargée des actions suivantes :

- ✓ Répondre aux demandes d'information et de suivi des expéditions ;
- ✓ Traiter les réclamations et incidents liés aux prestations de transport ;
- ✓ Fournir des conseils et des solutions en cas de problèmes logistiques.

Le Titulaire garantit un temps de réponse maximal de dix (10) minutes pour chaque appel. En cas d'indisponibilité temporaire, le Titulaire doit rappeler son interlocuteur dans un délai d'un (1) jour ouvré.

En cas d'indisponibilité de l'assistance téléphonique supérieure à un jour ouvré, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, l'application d'une pénalité fixée à l'article *Pénalités applicables* du présent document.

NB : *L'indisponibilité commence à courir à compter de la constatation, par le CNRS, de l'impossibilité d'accéder au service, hors maintenance. Le Titulaire doit avertir le CNRS au moins 24h à l'avance en cas de maintenance.*

ARTICLE VIII – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 Délais d'exécution des prestations

Le délai de livraison s'entend comme le délai compris entre l'enlèvement du colis/document et la livraison du colis/document.

En tenant compte du temps réel d'acheminement entre le lieu d'enlèvement et le lieu de livraison et conformément à la législation en vigueur, les délais de livraison s'expriment en heures et en jours ouvrés, du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00 sauf en cas de jours fériés, chômés et interdictions de circulation légales.

Deux niveaux de service sont proposés par le Titulaire :

- 1 service avec livraison en matinée dit à horaire imposé (*horaire maximum de livraison tel qu'indiqué par le Titulaire dans le cadre de réponse technique et la grille tarifaire – sans dépasser 13h*) ;
- 1 service avec délai classique dit à horaire classique.

Les délais tels qu'indiqués dans le cadre de réponse technique du Titulaire sont contractuels et ces délais engagent le Titulaire quant au traitement des envois.

En cas de non-respect de ces délais, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, l'application des pénalités fixée à l'article *Pénalités applicables* du présent document, sauf si les causes ne permettant pas de respecter le délai contractuel ne lui sont pas imputables. Les causes non imputables au Titulaire sont celles qui sont du fait du CNRS ou qui proviennent d'un événement ayant le caractère de force majeure ou en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par le CNRS selon les modalités précisées à l'article *Prolongation des délais* du présent document.

8.2 Prolongation des délais

Toute prolongation de délai ne peut être accordée que dans le cadre de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Si une prolongation est demandée par le Titulaire, sa demande doit être adressée à l'unité par tout moyen permettant de donner date certaine à son envoi et doit en préciser les causes, et ce dans un délai de 12 heures ouvrés maximum à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues, par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS.

La décision CNRS est notifiée par tout moyen au Titulaire. Par dérogation à l'article 13.3.3 du CCAG-FCS, le silence gardé par le CNRS pendant un délai de 12 heures ouvrés maximum à compter de la réception de la demande vaut décision implicite de rejet de la demande de prolongation.

8.3 Passation et transmission du bordereau d'envoi

Le bordereau d'envoi en ligne est émis par le biais d'un compte client spécifique à chaque unité, créé par le Titulaire.

Ce compte client permet à l'unité de créer en autonomie des accès utilisateurs (identifiant + mot de passe) pour accéder au portail web du Titulaire.

Tous les bordereaux d'envoi émis par un compte client donné doivent être automatiquement rattachés au compte client émetteur.

Chaque utilisateur peut ainsi émettre un bordereau d'envoi qui mentionne le numéro de bon de commande de l'unité et le numéro l'Accord-cadre auxquels la facture devra être rattachée au moment du dépôt dans Chorus pro.

Le bordereau d'envoi est automatiquement transmis via le portail web du Titulaire. Le Titulaire accuse réception du bordereau d'envoi selon les modalités décrites dans le cadre de réponse technique du Titulaire.

8.5 Exécution de la prestation de transport

Le Titulaire exécute la prestation dans les conditions définies par le CNRS.

Les prestations doivent être réalisées dans les délais indiqués par le Titulaire dans son offre.

Pour les cas où les délais ne peuvent pas être respectés (trop courts, impondérables ...) ainsi qu'en cas de litige, le Titulaire doit informer formellement l'unité à l'origine de l'envoi, sans délai et par tout moyen.

8.6 Achèvement de la prestation

Les preuves écrites de la livraison des documents/petits colis doivent être systématiquement communiquées par le Titulaire au CNRS. Les modalités sont telles que décrites dans le cadre de réponse technique du Titulaire.

Tous les litiges, difficultés, retards rencontrés dans la réalisation de la prestation devront être signalés au CNRS et confirmés par écrit.

Le CNRS prend une décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet dans les conditions prévues à l'article *Vérification et admission des prestations* du présent document.

8.7 Généralités et conditions de livraison

Les plages horaires d'enlèvement et de livraison sont définis par le Titulaire depuis l'interface du portail web dédié.

Par dérogation aux dispositions de l'article 21.2 du CCAG-FCS, le bon de livraison doit faire apparaître :

- le bordereau d'envoi ;
- la date d'expédition ;
- le destinataire ;
- l'adresse de livraison ;
- la référence à l'Accord-cadre ;
- l'identification du Titulaire.

Chaque envoi, qu'il s'agisse de colis ou de documents, doit porter de façon apparente le numéro de bordereau d'envoi tel qu'il figure sur le bon de livraison.

Le transport et la livraison sont confiés au Titulaire.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de la livraison sont à la charge et sous la responsabilité du Titulaire.

8.8 Délai de passation et durée de validité de la commande

Les bons de commande formalisés par les bordereaux d'envoi peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'Accord-cadre.

La durée de validité d'un bordereau d'envoi correspond aux délais contractuels sur lesquels le Titulaire s'est engagé.

ARTICLE IX – CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

9.1 Éléments remis par le CNRS

Une réunion de lancement se tiendra dans les quinze (15) jours calendaires suivants la notification de l'Accord-cadre.

Le Titulaire et le CNRS effectuent conjointement le recueil des besoins afin de permettre au Titulaire d'établir au mieux un plan de déploiement et de collecte. Ils déterminent la liste des éléments nécessaires à l'ouverture du compte client et à la réalisation des prestations, notamment la cartographie des sites et la volumétrie prévisionnelle des flux.

À cet effet, chaque unité fournit au minimum les éléments suivants :

- La liste et les coordonnées des comptes clients à créer par site(s) concerné(s),
- La liste du (des) contacts et ses (leurs) coordonnées (email, téléphone).

La liste et les coordonnées des comptes clients peuvent évoluer au cours de l'exécution de l'Accord-cadre.

9.2 Audit

Le CNRS se réserve la possibilité de procéder à des audits sur les prestations fournies par le Titulaire, sous réserve d'un préavis de quarante-huit (48) heures (non ouvrées).

Ces audits portent notamment sur la concordance entre les factures présentées par le Titulaire au CNRS et les tarifications présentées dans l'offre du Titulaire. Le Titulaire laisse libre accès à l'ensemble des informations et pièces nécessaires à la réalisation de l'audit.

En cas de manquement aux obligations fixées à l'Accord-cadre, confirmé lors d'un examen contradictoire, le Titulaire met en place les actions correctives nécessaires dans le délai convenu avec le CNRS. Passé ce délai, la résiliation de l'Accord-cadre peut être prononcée dans les conditions fixées à l'article 41 du CCAG-FCS.

9.3 Rapport d'activité et états statistiques

Le Titulaire s'engage à fournir au CNRS annuellement, dans un délai de deux mois suivant le 31 juillet de chaque année (le premier rapport étant attendu, au plus tard, pour le 30/09/2026), un rapport d'activité et des états statistiques établis à différents niveaux de consolidation :

- ✓ Par site utilisateur de l'Accord-cadre,
- ✓ Par typologie de marchandises : documents ou colis,
- ✓ Par destinations ou provenances (national, intra-communautaire, pour les documents à l'international).

Ces états statistiques comprennent notamment :

- Le chiffre d'affaires annuel, par prestation,
- Le nombre de colis expédiés par expéditeur/destinataire,
- Le coût par livraison,
- Les mois d'expédition,
- Les lieux de chargement et de déchargement,
- Le poids des colis,
- Le nombre de demandes traitées.

Ces statistiques détaillent les différentes consommations. Elles doivent être transmises au format EXCEL (.xlsx, .xls).

Le Titulaire fournira également un rapport d'activité des prestations permettant de mesurer les dysfonctionnements constatés, en particulier :

- Les retards,
- Les anomalies et incidents rencontrés,
- Les litiges transports.

Le Titulaire, au vu des statistiques et du rapport d'activité, propose également un plan de progrès visant à améliorer la qualité des prestations et la performance économique, sans que cela n'entraîne de surcôt pour le CNRS.

Ces transmissions doivent être effectuées auprès du contact ci-après :
DDAI.marches@cnrs.fr

En cas de non transmission par le Titulaire des documents et livrables, visés au présent article, dans les délais prévus ci-dessus, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, l'application d'une pénalité fixée à l'article *Pénalités applicables* du présent document.

9.4 Confidentialité, protection des données et mesures de sécurité

Le Titulaire est tenu au respect des règles relatives à la protection des données, personnelles ou non, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du présent Accord-cadre et ce durant tout le temps où celui-ci produira ses effets.

Ainsi qu'au respect des mesures de sécurité, en ce que les prestations de l'Accord-cadre peuvent s'exécuter sur un site classé en Zone à Régime Restrictif (ZRR), au titre de la protection du potentiel scientifique et technique de la Nation (PPST) au sens des articles R.413-1 et suivants du code pénal, du décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011, du décret n°2024-430 du 14 mai 2024 (applicable à compter du 1er janvier 2025) et de la circulaire interministérielle de mise en œuvre du dispositif de PPST en date du 7 novembre 2012.

L'Annexe 1 au CCP portant sur la confidentialité, la protection des données et les mesures de sécurité, décrit toutes les obligations relevant de ces périmètres.

9.5 Environnement

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'Accord-cadre, sur simple demande du CNRS.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution de l'Accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par le CNRS afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'Accord-cadre, au titre d'une clause de réexamen, en application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article L2112-2 du Code de la commande publique, le Titulaire s'engage à respecter la condition d'exécution en vue de la protection de l'environnement.

Les engagements du Titulaire en matière de développement durable sont tels que précisés dans Cadre de réponse technique du Titulaire.

Le Titulaire élaborera annuellement un rapport environnemental qui se décomposera en deux sections :

- Un Bilan carbone annuel ;
- Un Bilan GES (gaz à effet de serre) ;
- Un plan de progrès qui présentera notamment, de manière concrète et personnalisée les actions mises en œuvre en vue de diminuer sa consommation de carburant, et par voie de conséquence, ses émissions de CO2.
Les actions peuvent porter par exemple sur un meilleur entretien des véhicules, le renouvellement régulier des véhicules ou la formation des chauffeurs à l'éco-conduite.

À ce titre le Titulaire s'engage à communiquer ce rapport environnemental, dans un délai de deux mois suivant le 31 juillet de chaque année, au contact suivant : DDAI.marches@cnrs.fr

En cas de non-respect des engagements pris, une notification de mise en demeure sous délai de 15 jours pourra être adressée au Titulaire.

L'inobservation de cette obligation peut conduire à l'application de pénalités dont les modalités sont fixées à l'article *Pénalités applicables* du présent document.

ARTICLE X - PRIX DE L'ACCORD-CADRE ET REVISION

Toute demande qui n'entre pas dans le périmètre du BPU ou de la grille tarifaire du Titulaire ne pourra être prise en charge par le Titulaire.

10.1 Détermination des prix, forme et contenu des prix des prestations

Les prix des prestations sont des prix nets unitaires en euros hors taxes (HT).

Le Titulaire s'engage à respecter les prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et à sa grille tarifaire portant sur tous les types de colis/documents entrant dans le périmètre de l'Accord-cadre. Les prix indiqués au BPU doivent être conformes à la grille tarifaire proposée par le Titulaire.

La grille tarifaire du Titulaire remise dans le cadre de son offre fait apparaître *a minima* les éléments suivants en distinguant l'envoi de colis hors documents et l'envoi de documents :

- La tranche de poids à expédier ;
- Les pays et/ les zones desservi(e)s ;
- Le tarif national (pour une livraison à horaire imposé ET pour une livraison à horaire classique) ;
- Le tarif relatif aux livraisons intracommunautaires (pour une livraison à horaire imposé ET pour une livraison à horaire classique) ;
- Le tarif relatif aux documents pour des livraisons extracommunautaires pour une livraison à horaire imposé ET pour une livraison à horaire classique) ;
- Le mode d'intégration des éléments réglementaires de facturation comme par exemple sureté ou surcharge fuel ;
- Le coût associé à l'assurance ad valorem (NB : pour toute marchandise d'une valeur nulle, le coût est égal à zéro).

Les conditions dans lesquelles s'effectueront les expéditions ainsi que les limites de garanties sont telles que décrites dans le cadre de réponse technique du Titulaire.

Tous les coûts sont répertoriés dans le BPU et/ou la grille tarifaire.

Le prix appliqué correspond au prix affecté à la tranche de poids ou au poids volumétrique à expédier et au délai de livraison choisi.

En application de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix pour l'ensemble des destinations sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations exécutées en Europe et à l'international, ainsi que tous frais afférents à celles-ci.

Aux prix hors taxes ainsi déterminés, s'applique la TVA au taux en vigueur au jour du règlement.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande que ce soit en quantité ou en valeur.

10.2 Détermination, forme et contenu des prestations annexes non comprises dans le prix des prestations
--

Les prix des prestations sont des prix nets unitaires en euro HT à l'exception des coûts d'assurances, dont l'assurance AD VALOREM, qui peuvent être exprimés sous la forme d'un pourcentage appliqué à la valeur de la marchandise transportée et selon la catégorie de marchandise. La prime d'assurance est proportionnelle à la valeur de la marchandise transportée.

10.3 Révision des prix de l'Accord-cadre

10.3.1 Établissement des prix

Les prix du présent Accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de dépôt des offres inscrit au règlement de consultation du présent Accord-cadre, dit mois 0.

10.3.2 Formule paramétrique de révision

Les tarifs applicables au BPU et à la grille tarifaire présentés par le Titulaire, sont fermes et restent en vigueur de la date de notification de l'Accord-cadre jusqu'au 31/12/2026.

Le cas échéant, la première révision de prix prendra effet à compter du 01/01/2027 puis le 01 janvier de chaque année d'exécution de l'Accord-cadre.

La révision des prix s'effectue au niveau de l'Accord-cadre. Les prix dûment révisés s'appliquent à l'ensemble des lignes du bordereau des prix de l'Accord-Cadre et de la grille tarifaire transmise par le Titulaire hors assurance ad valorem et charges de carburant.

Chaque année, le Titulaire communique ses nouveaux tarifs à la DDAI du CNRS par courriel avec accusé de réception (au contact : ddai.marches@cnrs.fr) au plus tard deux (2) mois avant le 1er janvier (soit le 31 octobre), date d'entrée en vigueur des nouveaux tarifs, par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \times ((0,25 + (0,75 * (\ln / \ln_0)))$$

Où

P= Prix révisé en euros hors taxes.

P₀ = Prix initial de l'Accord-cadre en euros hors taxes pour la première révision, puis pour les révisions suivantes, le prix en euros hors taxes résultant de la révision précédente.

ln = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 52.29 – Messagerie, fret express – base 2021 (identifiant n° 010766773), dernier indice trimestriel connu, publié et définitif à la date de la révision.

ln₀ = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 52.29 – Messagerie, fret express – base 2021 (identifiant n° 010766773), indice trimestriel connu et publié à la date du mois (m₀) de dépôt des offres inscrit au règlement de la consultation pour la première révision, puis pour les révisions suivantes, le dernier indice connu, publié et définitif résultant de la révision précédente.

Dans le cas où l'indice serait remplacé par un indice unique, le changement d'indice sera formalisé par un certificat administratif.

Toutefois, dans le cas où l'utilisation de plus d'un index dans la nouvelle série par rapport à la série ancienne est justifié ou lorsque plusieurs index correspondants sont proposés pour un index arrêté, les nouveaux indices pris en compte seront modifiés par voie d'avenant.

L'indice est consultable sur le site de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766773>

Le CNRS dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires pour formuler ses observations, passé ce délai les nouveaux prix deviennent contractuels et applicables au 1er janvier.

Le prix des transports en cours d'exécution à la date de la révision des prix ne sera pas concerné par cette dernière.

10.4 Prise en compte des charges de carburant

Les charges de carburant sont révisées conformément aux dispositions de l'article L3222-1 du code des transports.

ARTICLE XI – MODALITES RELATIVES AU BON DE COMMANDE _ VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

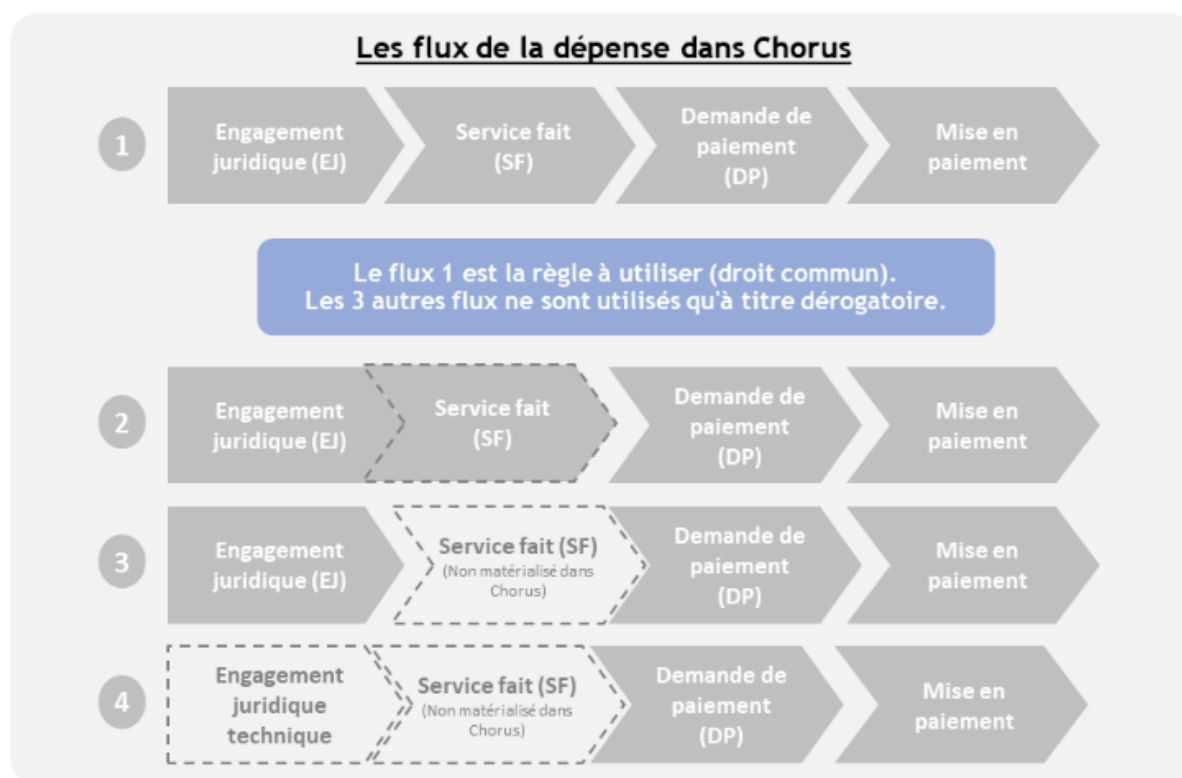
11.1 Modalités relatives au bon de commande à la survenance des besoins

Les modalités de facturation s'appliquent conformément aux textes réglementaires applicables suivants :

- Le recueil des règles de comptabilité budgétaire (RRCB), annexé à l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux règles de la comptabilité budgétaire de l'Etat, pris en application de l'article 54 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

- Le référentiel des normes comptables de l'Etat (RNCE), annexé à l'arrêté du 21 mai 2004 modifié portant adoption des règles relatives à la comptabilité générale de l'Etat, qui regroupe les normes comptables applicables à l'Etat.

Les modalités de facturation de flux 4 dit dérogatoire applicables au présent Accord-cadre sont telles que décrites à l'Annexe 1 Les différents flux de gestion existants issu du site budget.gouv.fr :



Chaque unité émet un bon de commande qui prend la forme d'un engagement prévisionnel par année civile prenant en compte ses consommations sur l'année N-1.

A la survenance du besoin, l'unité génère un devis sur le portail web du Titulaire et valide ce dernier qui génère un bordereau d'envoi.

Le Titulaire transmet à chaque unité un relevé de facturation mensuelle par le biais de Chorus Portail Pro recensant l'ensemble des prestations ordonnées par l'unité. Chaque facture du Titulaire doit faire référence au bon de commande concerné, pour chaque unité.

11.2 Vérification et admission des prestations

Par dérogation aux l'articles 28.2 et 30.1 du CCAG-FCS, le délai imparti au CNRS pour procéder aux opérations de vérification (autres que celles mentionnées à l'article 28.1 du CCAG-FCS, à savoir les opérations de vérification quantitatives et qualitative simples) et notifier sa décision est de quinze (15) jours calendaires à compter de l'envoi du relevé de facturation mensuelle par le Titulaire.

A l'issue des opérations de vérification, le CNRS prend, dans le délai mentionné à l'alinéa ci-dessus une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Si le CNRS ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné ci-dessus, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.
Les dispositions de l'article 30 du CCAG-FCS s'appliquent sans aucune autre restriction.

ARTICLE XII – MODALITES DE REGLEMENT APPLICABLES DANS LE PRESENT ACCORD-CADRE

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du Titulaire à partir de son IBAN original.

12.1 Facturation électronique

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1, D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement de manière dématérialisée : sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Cette transmission est effectuée par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

L'entête de la demande de paiement doit obligatoirement comporter les informations suivantes :

- Le SIRET CNRS n°18008901303720 ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée (exemple : UMR 8198, MOY 1649, UPS 3926...);
- L'adresse de facturation suivante : **CNRS SCTD** 2 rue Jean Zay CS 10310 F-54519 Vandœuvre-lès-Nancy Cedex.
- La référence de l'Accord-cadre : N°BFC ;
- Le numéro d'engagement juridique figurant sur le bon de commande transmis par l'unité CNRS (exemple : 0326L012345).

La liste des ordonnateurs chargés d'émettre le titre de paiement et des comptables assignataire des paiements est annexée au présent document (cf. annexe 2 au présent CCP).

12.2 Présentation des factures

Conformément à l'article D2192-2 du Code de la Commande Publique, sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro de l'Accord-cadre ;
- 5 ° Le numéro du bon de commande prévisionnel ;
- 6 ° Le numéro de bordereau d'envoi ;
- 7° La désignation du payeur ;

- 8° La date de livraison des services ;
- 9° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 10° Le prix unitaire hors taxes des prestations ;
- 11° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 12° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 13° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 14° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

L'omission des mentions précitées dans la facture, entraîne une suspension du délai global de paiement.

De plus, en cas de facturation erronée, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, l'application d'une pénalité fixée à l'article *Pénalités applicables* du présent document.

12.3 Délai de règlement

Le délai global de paiement des sommes dues par le CNRS, au titre du présent contrat est de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la facture transmise par le Titulaire. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations sont constatées par le Titulaire. À défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours calendaires qui fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire de la commande d'administrer la preuve de cette date.

12.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à quarante (40) euros et des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires sont calculés sur la base du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours (45) calendaires suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE XIII – PENALITES APPLICABLES

Par dérogation aux articles 14.1.1 à et 14.1.3 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10% du montant total HT du marché ou du bon de commande et Titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT.

Les pénalités sont forfaitaires et dues dès le premier euro et sont exprimées en euros HT.

Elles peuvent être retenues sur les factures à venir, ou à défaut par le biais d'un titre de recette ou d'un ordre de reversement, du seul fait de la constatation de la mauvaise exécution, de l'exécution partielle ou du retard. Elles restent dues en cas de résiliation du contrat.

Les pénalités applicables sont cumulables entre elles. Toutefois, elles sont plafonnées comme suit :

- pénalités de retard : le montant total de chacune d'elles est plafonné à une durée maximale de vingt (20) jours ouvrés révolus de retard.
- pénalités d'indisponibilité : le montant total de chacune d'elles est plafonné à une durée maximale de vingt (20) jours ouvrés révolus d'indisponibilité.
- pénalités de constatation : le montant total de chacune d'elles est plafonné à un nombre maximal de vingt (20) constatations.

En cas de non-respect des conditions d'exécution de l'Accord-cadre, le CNRS se réserve le droit d'appliquer au Titulaire les pénalités suivantes sans mise en demeure préalable et en complément de l'article 14 du CCAG-FCS.

13.1 Pénalités applicables par la DDAI du CNRS

En tant que pilote du présent Accord-cadre, il revient à la Direction déléguée aux Achats et à l'Innovation (DDAI) du CNRS d'appliquer les pénalités suivantes :

- **Cent euros hors taxes (100 € HT) par jour ouvré révolu de retard en cas de non-respect des modalités d'information liées à un changement d'un membre de la cellule dédiée** conformément aux dispositions prévues à l'article *Interlocuteurs dédiés* du présent document, constaté par le CNRS, sauf accord contraire préalable matérialisé par un acte formel du CNRS.
- **Trois cents euros hors taxes (300€ HT) par jour d'indisponibilité du portail de tracking supérieur à un jour ouvré révolu** tel que prévu à l'article *Géolocalisation de l'envoi : tracking* du présent document, constaté par le CNRS, sauf accord contraire préalable matérialisé par un acte formel du CNRS.
- **Deux cents euros hors taxes (200 € HT) par jour ouvré révolu de retard quant au paramétrage des comptes clients** tel que prévu à l'article *Contenu du portail Web et Compte client* du présent document, constaté par le CNRS, sauf accord contraire préalable matérialisé par un acte formel du CNRS.
- **Trois cents euros hors taxes (300€ HT) par jour d'indisponibilité du portail web supérieure à un jour ouvré révolu** tel que prévu à l'article *Contenu du portail Web et Compte client* du présent document, constaté par le CNRS, sauf accord contraire préalable matérialisé par un acte formel du CNRS.
- **Cent euros hors taxes (100 € HT) à partir de la troisième constatation de commande hors périmètre** de l'Accord-cadre par une unité au cours d'une année civile, constaté par le CNRS, puis pour chacune des constatations suivantes.
- **Trois cents euros hors taxes (300€ HT) par jour d'indisponibilité de l'assistance téléphonique supérieur à un jour ouvré révolu**, tel que prévu à l'article *Assistance*

téléphonique du présent document, constaté par le CNRS, sauf accord contraire préalable matérialisé par un acte formel du CNRS.

- **Cinq cents euros hors taxes (500€ HT) par jour de retard dans le déploiement du portail web supérieur à un jour ouvré révolu** tel que prévu à l'article *Assistance téléphonique* du présent document, constaté par le CNRS, sauf accord contraire préalable matérialisé par un acte formel du CNRS.
- **Mille cinq cents euros hors taxes (1 500€ HT) pour non transmission du rapport annuel d'activité dans le délai imparti**, tel que prévu à l'article *Rapport d'activité et états statistiques* du présent document, constaté par le CNRS.
- **Mille euros hors taxes (1 000€ HT) pour non transmission du rapport environnemental dans le délai imparti**, tel que prévu à l'article *Environnement* du présent document, constaté par le CNRS.
- **Cent euros hors taxes (100 € HT) à partir de la troisième constatation de facturation erronée**, par une unité au cours d'une année civile, constaté par le CNRS, puis pour chacune des constatations suivantes.
- **Pénalités relatives à la confidentialité, protection des données et mesures de sécurité**

Les pénalités relatives à la confidentialité, protection des données et mesures de sécurité sont appliquées conformément aux stipulations de l'Annexe 1 au CCP – Confidentialité, protection des données et mesures de sécurité.

- **Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal**

A défaut de correction, dans un délai fixé par l'article L.8222-6 du Code du travail, des irrégularités constatées par le CNRS ou par un agent de contrôle, le Titulaire s'expose, après mise en demeure, à la résiliation de l'Accord-cadre à ses frais et risques ou à l'application d'une pénalité égale à 10% du montant de l'Accord-cadre en cours, dans la limite, selon le cas incriminé, du montant maximum des amendes pouvant être encouru en application des articles L.8224-1 L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

13.2 Pénalités applicables par les unités CNRS

Les pénalités suivantes sont applicables par les unités disposant d'un compte client, sur les prestations :

- **Cent euros hors taxes (100 € HT) par retard, pour un retard supérieur à deux jours ouvrés révolus** au-delà du délai initialement prévu conformément à l'article *Délais d'exécution des prestations* du présent document, constaté par le CNRS, sauf accord contraire préalable matérialisé par un acte formel tel que prévu à l'article *Prolongation des délais* du présent document.
- **Deux cents euros hors taxes (200€ HT) par retard, pour un retard supérieur à trois jours ouvrés révolus** au-delà du délai initialement prévu conformément à l'article *Délais d'exécution des prestations* du présent document, sauf accord contraire préalable matérialisé par un acte formel tel que prévu à l'article *Prolongation des délais* du présent document.

ARTICLE XIV – MODIFICATIONS DANS LE CADRE DE L'ACCORD-CADRE

14.1 Modifications relatives au Titulaire

14.1.1 Généralités

Toute modification affectant la situation administrative, financière ou juridique du Titulaire de l'Accord-cadre est portée impérativement à la connaissance du représentant du CNRS, signataire de l'Accord-cadre.

L'information est envoyée par courrier à l'intention de la DDAI du CNRS ou par courriel à l'adresse suivante : DDAI.marches@cnrs.fr

Le Titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB/IBAN original, etc.).

14.1.2 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du Titulaire ;
- Modification du SIRET du Titulaire ;
- Modification de l'adresse postale et électronique que le Titulaire a renseigné dans l'acte d'engagement ;
- Modification des coordonnées bancaires.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être portées à la connaissance du CNRS. Elles peuvent entraîner la renumérotation de l'Accord-cadre par le CNRS et la transmission de ce nouveau numéro au Titulaire du présent Accord-cadre.

14.1.3 Modifications majeures

Le Titulaire doit informer le CNRS, dans les plus brefs délais, de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'Accord-cadre et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'Accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation par le CNRS de la cession de l'Accord-cadre, cette cession fait l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'Accord-cadre au nouveau Titulaire.

Est également considérée comme majeure toute autre modification affectant la possibilité du Titulaire d'exécuter l'Accord-cadre.

14.2 Modifications de l'Accord-cadre

Les dispositions des articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique s'appliquent en ce qui concerne les modifications apportées à l'Accord-cadre.

Une clause de réexamen est prévue en application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique au titre d'une évolution réglementaire et/ou législative.

ARTICLE XV – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

La résiliation de l'Accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au Titulaire à raison de ses fautes.

Les dispositions du « chapitre 7 – Résiliation » du CCAG-FCS sont complétées comme suit :

15.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le CNRS peut mettre fin à tout moment à l'exécution de l'Accord-cadre, pour un motif d'intérêt général. L'arrêt d'exécution est notifié au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée via le profil acheteur et un préavis de trois (3) mois.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation de l'Accord-cadre n'ouvre droit au profit du Titulaire à aucune indemnité.

15.2 Résiliation pour faute

15.2.1 Résiliation pour faute sans préavis et sans indemnité

Le CNRS se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre à tout moment, sans préavis et sans indemnité, par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS dans les cas suivants :

- En cas de non-respect des obligations énoncées à l'article *Confidentialité, protection des données et mesures de sécurité* ainsi qu'à l'annexe 1 du présent document ;
- En cas de non-remise de l'attestation d'assurance dans le délai imparti, tel qu'indiqué à l'article *Assurance - Responsabilité civile* du présent document.

Par ailleurs, l'Accord-cadre est résilié de plein droit sans indemnité, ni préavis, en cas de faillite du Titulaire ou si celui-ci n'exécute pas les prestations ci-dessus listées définies au présent CCP ; postérieurement à la signature de l'Accord-cadre, si les renseignements ou documents produits par le Titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution de l'Accord-cadre, s'avèrent inexacts.

15.2.2 Résiliation pour faute avec mise en demeure

Les dispositions des articles 38 à 43 du CCAG-FCS relatives à la résiliation s'appliquent en complément des dispositions ci-après.

- Le CNRS peut résilier l'Accord-cadre pour faute du Titulaire. Au préalable, une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée via le profil acheteur, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le CNRS informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Ces cas de résiliation n'ouvrent droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

ARTICLE XVI – ASSURANCES

16.1 Assurance - Responsabilité civile

Sur demande du CNRS le Titulaire de l'Accord-cadre peut être amené à produire une attestation d'assurance, portant mention de l'étendue de la garantie, couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du CNRS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution de l'Accord-cadre.

L'attestation devra être remise dans le délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception du courrier transmis par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée via le profil acheteur.

La non-remise de cette attestation peut donner lieu à la résiliation de l'Accord-cadre aux torts exclusifs du Titulaire.

16.2 Assurance relative aux marchandises transportées

Les risques liés au transport des envois sont couverts par une police d'assurance du Titulaire dite ad valorem.

Par défaut, les marchandises sont assurées ad valorem, tous risques, sans franchises. Il est entendu entre les parties, pour une marchandise d'une valeur nulle, le coût de l'assurance ad valorem applicable est égal à 0.

Le Titulaire tient informé régulièrement le CNRS des informations de traitement des litiges et des modalités de remboursement.

ARTICLE XVII - OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES DU TITULAIRE

Le Titulaire est dans l'obligation de fournir au CNRS, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'Accord-cadre, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Ces pièces sont transmises par courriel à l'adresse suivante : DDAI.marches@cnrs.fr

ARTICLE XVIII - REGLEMENT ET LITIGES

18.1. Règlement amiable

Le CNRS et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'Accord-cadre ainsi que les éventuels différends et litiges nés de l'exécution des prestations objet du présent Accord-cadre.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui peuvent survenir entre le CNRS et le Titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, de la réalisation des prestations objet de l'Accord-cadre.

18.2. Procédure contentieuse

En cas de litige relatif au présent Accord-cadre, le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur :

TA de Cergy-Pontoise

2-4 boulevard de l'Hautil, BP 30322, 95027 Cergy-Pontoise Cedex

18.3. Non validité partielle

Si une ou plusieurs stipulations du présent Accord-cadre sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations gardent toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties peuvent d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

ARTICLE XIX – LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Il est dérogé aux articles du CCAG-FCS selon le tableau ci-après :

Objets des dérogations	Articles du présent CCP dérogeant au CCAG-FCS	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Documents contractuels	IV	4.1
Forme des notifications relatives à l'accord-cadre	V	3.1
Prolongation des délais	8.2	13.3.2 et 13.3.3
Généralités et conditions et livraison	8.7	21
Vérification et admission des prestations	11.2	28.2 et 30.1
Pénalités applicables	XIII	14.1.1 à 14.1.3
Résiliation pour motif d'intérêt général	15.1	42
Résiliation pour faute	15.2	41